

29 décembre 2022

## Monnaie et concours à l'économie – France • Novembre 2022

### Les transferts des dépôts à vue vers les dépôts rémunérés s'amplifient

- En cumul sur 12 mois, les ressources résidentes incluses dans M3 progressent de + 4,2 % en rythme annuel (après + 3,4 % en octobre 2022, cf. tableau 2), soit un accroissement de 117,6 milliards d'euros.
- Sur un an, les dépôts à vue diminuent pour la première fois depuis mars 2013 (-0,9 % en novembre, après +0,7 % en octobre), en raison principalement de transferts par les sociétés non financières vers les dépôts rémunérés (voir graphique p.3). En conséquence, la croissance de l'agrégat M2 – M1 augmente sensiblement (+ 12,5 %, après + 10,8 % en octobre), tiré par la vive progression des dépôts à terme inférieurs à 2 ans (+ 57,9 %, après + 41,8 % en octobre) et la bonne tenue des comptes sur livrets (+6,2 % en novembre).
- C'est le financement en faveur des entreprises et des ménages qui constitue la principale contrepartie de cet accroissement de la masse monétaire. En effet la croissance des concours des IFM au secteur public continue à se modérer (+ 4,6 % en novembre, après + 5,4 % en octobre) tandis que celle au secteur privé progresse légèrement (+ 6,5 %, après + 6,2 % en octobre). Le taux de croissance des crédits aux sociétés non financières reste dynamique (+ 7,7 % après + 8,6 % en octobre<sup>1</sup>) tout comme celui des crédits aux ménages (+5,4 % en rythme annuel en novembre, après + 5,5 % en octobre).
- Les concours extérieurs nets se contractent à nouveau fortement en novembre 2022 (- 54,5 %, après - 46,8 % en octobre 2022) sous l'effet conjugué de la réduction des avoirs des IFM avec le reste du monde et la progression des ressources provenant des non-résidents.

Tableau 1 - France : M3 et concours à l'économie

Novembre 2022 (flux cumulés sur 12 mois)			
<b>Total des emplois</b>	<b>154,9</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>154,9</b>
<b>Concours au secteur public résident</b>	<b>50,5</b>	<b>Ressources résidentes incluses dans M3</b>	<b>117,6</b>
dont crédits	1,0	M1	-12,9
dont titres	49,5	M2 - M1	116,5
<b>Concours au secteur privé résident</b>	<b>222,4</b>	M3 - M2	14,0
dont crédits aux ménages	87,4	<b>Ressources de long terme (a)</b>	<b>37,3</b>
dont crédits aux SNF	95,1		
<b>Concours extérieurs nets</b>	<b>-179,7</b>		
<b>Divers (b)</b>	<b>61,8</b>		

(a) Dépôts supérieurs à 2 ans, titres de dette émis, capital et réserves, dépôts des APU centrales.

(b) Solde des créances et des engagements interbancaires, nets des autres postes du bilan (produits dérivés, décalages comptables, immobilisations), or et DTS de la Banque de France

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international

<sup>1</sup> La croissance annuelle des crédits au secteur privé est tirée en novembre par ceux accordés à la clientèle financière (intermédiaires financiers non-bancaires) non détaillée dans le tableau 3 et dont la croissance annuelle passe de 14,7% en octobre à près de 23% en novembre.

Tableau 2 - France : ressources monétaires des institutions financières monétaires

Décomposition de la composante française de M3	Encours (en Mds€)	Taux de croissance annuel (en %)		Flux (en Mds€) (a)	
		nov-22	oct-22	nov-22	oct-22
Dépôts à vue	1 492	0,7	-0,9	-20,6	-18,8
<b>= Ressources résidentes incluses dans M1</b>	<b>1 492</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,9</b>	<b>-20,6</b>	<b>-18,8</b>
Dépôts à terme ≤ 2 ans	185	41,8	57,9	1,6	15,3
+ Comptes sur livret	867	6,4	6,2	4,4	1,7
<b>= Ressources résidentes incluses dans M2-M1</b>	<b>1 052</b>	<b>10,8</b>	<b>12,5</b>	<b>6,1</b>	<b>17,0</b>
Titres d'OPC monétaires	246	-17,8	-13,3	3,6	8,8
+ Pensions	51	27,9	27,3	2,3	2,7
+ Titres de créance ≤ 2 ans	48	64,9	140,1	-5,5	7,7
<b>= Ressources résidentes incluses dans M3-M2</b>	<b>345</b>	<b>-3,7</b>	<b>5,1</b>	<b>0,4</b>	<b>19,2</b>
<b>Total des ressources résidentes incluses dans M3</b>	<b>2 889</b>	<b>3,4</b>	<b>4,2</b>	<b>-14,1</b>	<b>17,4</b>
+ Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	348	7,2	9,0	11,6	13,6
- Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	65	-19,3	-15,8	7,2	1,4
<b>= Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro</b>	<b>3 172</b>	<b>4,2</b>	<b>5,0</b>	<b>-9,7</b>	<b>29,5</b>

(a) Données CVS.

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international

Tableau 3 - Contreparties des ressources résidentes incluses dans M3

	Encours (en Mds€)	Taux de croissance annuel (en %)		Flux (en Mds€) (a)	
		nov-22	oct-22	nov-22	oct-22
<b>EMPLOIS</b>					
<b>Concours au secteur public résident (1)</b>	<b>1 165</b>	<b>5,4</b>	<b>4,6</b>	<b>-2,7</b>	<b>9,7</b>
dont crédits	210	1,0	0,5	0,3	-0,4
dont titres	955	6,5	5,5	-3,0	10,0
<b>Concours au secteur privé résident (2)</b>	<b>3 651</b>	<b>6,2</b>	<b>6,5</b>	<b>6,1</b>	<b>25,0</b>
dont crédits aux ménages	1 709	5,5	5,4	5,3	5,9
dont crédits aux sociétés non financières	1 324	8,6	7,7	8,9	5,5
<b>Concours extérieurs nets (3)</b>	<b>174</b>	<b>-46,8</b>	<b>-54,5</b>	<b>-27,0</b>	<b>-23,0</b>
<b>Divers (b) (4)</b>	<b>357</b>	<b>15,1</b>	<b>16,8</b>	<b>1,1</b>	<b>4,8</b>
<b>RESSOURCES</b>					
<b>Ressources de long terme (c) (5)</b>	<b>2 458</b>	<b>3,0</b>	<b>1,5</b>	<b>-8,4</b>	<b>-0,9</b>
<b>Ressources résidentes incluses dans M3 (1)+(2)+(3)+(4)-(5)</b>	<b>2 889</b>	<b>3,4</b>	<b>4,2</b>	<b>-14,1</b>	<b>17,4</b>

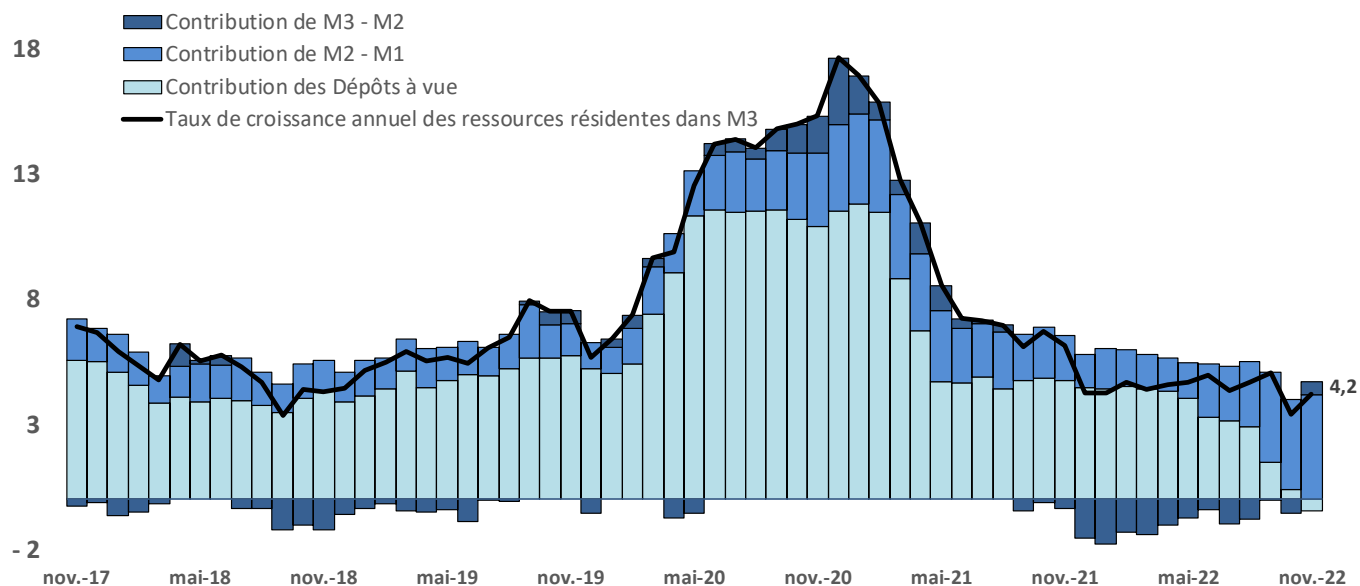
(a) Données CVS.

(b) Solde des créances et des engagements interbancaires, nets des autres postes du bilan (produits dérivés, décalages comptables, immobilisations).

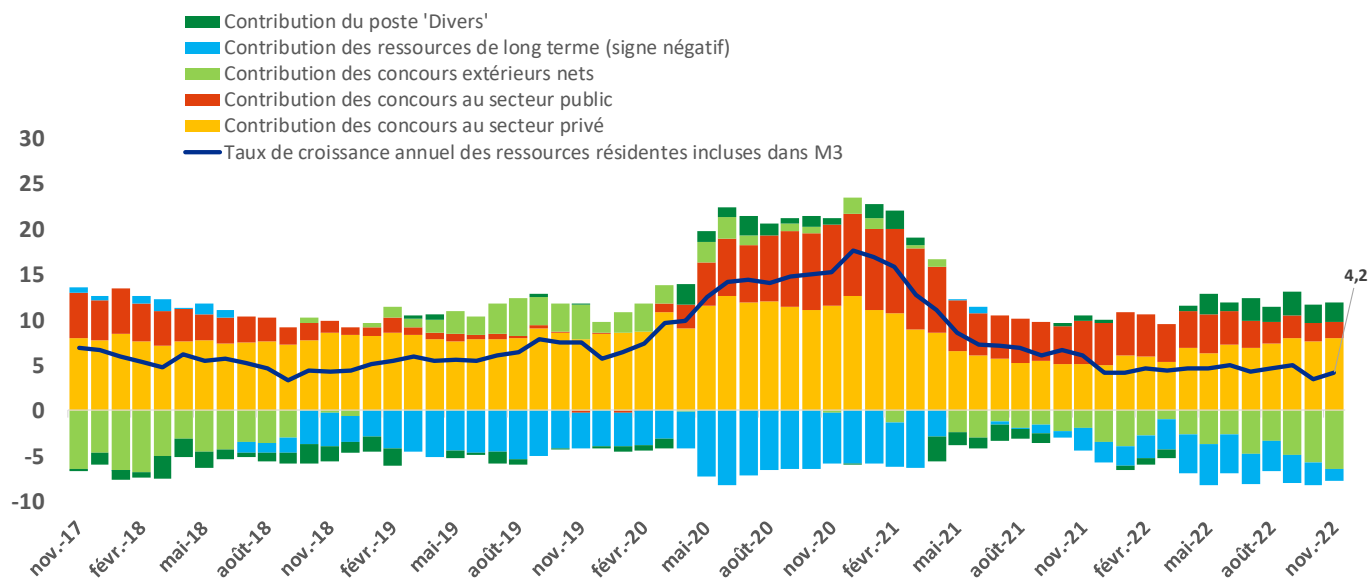
(c) Dépôts supérieurs à 2 ans, titres de dette émis à plus de 2 ans, capital et réserves, dépôts des APU centrales.



## Contributions à la croissance des ressources résidentes incluses dans M3



## Contribution des contreparties monétaires à la croissance des ressources résidentes incluses dans M3 (en %)



Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international



## Complément

Les **ressources incluses dans M3** (hors billets et pièces) sont constituées des placements d'une durée inférieure ou égale à 2 ans que les agents détenteurs de monnaie (ménages, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale, sociétés d'assurance, fonds de pension, OPC non monétaires, entreprises d'investissement et organismes de titrisation, pour l'essentiel) détiennent auprès des institutions financières monétaires (IFM).

Les **institutions financières monétaires** (IFM) comprennent les établissements de crédit, les sociétés de financement, la Caisse des dépôts et consignations, les OPC monétaires et la Banque de France.

Les **comptes sur livrets** comprennent les livrets A et bleus, les livrets de développement durable et solidaire, les comptes d'épargne logement, les livrets d'épargne populaire, les livrets jeunes et les livrets ordinaires. L'épargne réglementée est en partie centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations et ne fait ainsi que transiter par les bilans des banques. Les pensions sont des opérations d'achats temporaires de titres par la clientèle (notamment entreprises, assurances et OPC non monétaires). Les titres de créance à deux ans au plus comprennent principalement des NEUCP émis par les banques françaises et souscrits par des clients qui n'ont pas la qualité d'établissement de crédit ou d'OPC monétaire.

Les **concours à l'économie** englobent l'ensemble des financements apportés par les IFM aux secteurs public et privé résidents, sous forme de crédits et de titres (titres de dette et actions).

Les **concours extérieurs nets**, correspondent au solde (créances moins engagements) des opérations des IFM avec le reste du monde.

Les **ressources de long terme** des IFM contiennent le capital et réserves, les titres de dette à plus de 2 ans émis par les IFM, les dépôts de durée supérieure à 2 ans et les dépôts des administrations centrales.

Le poste « **Divers** » englobe le solde des créances et des engagements inter-IFM, le net des autres postes du bilan (produits financiers dérivés, décalages comptables, immobilisations) et la monnaie en circulation.

Les taux de croissance des encours sont calculés en corrigeant les variations d'encours des effets ne résultant pas de transactions économiques, en particulier des corrections d'erreurs de classement, mais pas des effets de change.

Les données d'encours, de taux de croissance annuel, de flux cumulés sur 12 mois publiées dans ce Statinfo sont non corrigées des variations saisonnières, mais les données de flux mensuels le sont.

